

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

LUNDI  
1<sup>er</sup>  
DÉCEMBRE

1975

N° 48

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

14 appelés traduits devant  
la Cour de Sûreté de l'État

## LIBERTE POUR LES SOLDATS EN PRISON

Quatorze appelés inculpés par la cour de sûreté, ce tribunal d'exception qu'admirait Franco. Quatorze appelés qui risquent jusqu'à dix ans de prison ; c'est la réponse du gouvernement au mouvement des appelés.

La «libéralisation» du service national a fait long feu. En octobre dernier, pourtant, Soufflet annonçait des mesures en faveur des appelés ; en juillet, le gouvernement promulguait un règlement de discipline qui reconnaît aux soldats «le droit de s'exprimer librement». La solde était relevée, une permission avec transport payé était accordée. A en croire la presse bourgeoise, ces mesures allaient faire de l'appelé un incroyable privilégié.

Mais, aujourd'hui, la façade réformatrice s'effondre. Le gouvernement a peur qu'un ferment de révolte s'installe chez les soldats. Non parce que le mouvement des appelés menacerait, aujourd'hui, directement le pouvoir bourgeois. Mais il peut, le moment venu, constituer un lien des soldats du contingent avec un mouvement important de la classe ouvrière. «Il n'est pas question, a dit Bigeard, qu'une minorité se permette de casser une armée qui est belle, saine».

La belle armée, la saine armée ! Celle qui, «force de 3<sup>e</sup> catégorie» après la police et la gendarmerie, est prête à intervenir pour écraser tout mouvement important de la classe ouvrière et du peuple. Celle qui, il y a deux semaines à peine, expulsait de Mayotte les représentants légitimes du peuple comorien.

La belle armée ! Celle de la DOT (Défense Opérationnelle du Territoire) encore récemment renforcée pour contrôler les «points sensibles» en cas d'insurrection. Celle qui humilie les soldats, cherche à les décerveler, les isoler de leurs frères de classe et les endoctriner.

La belle armée ! Celle qui refuse aux appelés une réelle formation militaire, un accès à l'apprentissage de tous les types d'armes, au moment même où les deux superpuissances menacent de déclencher une troisième guerre mondiale et font planer le danger d'une agression contre notre pays.

L'initiative du gouvernement montre aussi qu'il craint, chez les cadres militaires, un progrès des idées du PS. Mais ce n'est pas de ce parti réformiste que vient pour lui le danger essentiel : le PS par la voix de Mitterrand s'est empressé d'affirmer que ses revendications «ne sont pas éloignées de ce qui existe déjà». Ce qui ontre assez que appelés n'en ont rien à attendre.

Mais ce n'est pas la répression féroce qui peut stopper les luttes des appelés : ils ne se contentent pas de reculs arrachés l'an dernier au gouvernement. Leur lutte pour les libertés démocratiques s'inscrit dans la perspective de lutte contre le pouvoir bourgeois.

Mobilisons nous pour exiger la levée de toutes les sanctions, la libération de tous les soldats emprisonnés ! Assez de répression contre les soldats qui refusent l'armée de la bourgeoisie, l'armée du capital !

Paul LEFORT

## poniatowski: trois fois plus d'ilotage en 76

voir page 4



Partout dans le métro, dans les cafés, trois fois plus de flics à patrouiller !

### Congrès du Syndicat de la Magistrature des juges face à la justice de classe

Les magistrats du Syndicat de la Magistrature ont terminé leur congrès hier soir. Cette organisation syndicale que l'UDR Foyer qualifie «d'organisation subversive» ne plie pas en effet devant les exigences de Lecanuet et Poniatoski. Plusieurs magistrats ont eu le courage d'inculper des patrons, de les mettre en détention préventive ; ils dénoncent les saisies, les expulsions qui se multiplient. Ils expriment leur désir d'une liaison plus étroite avec les organisations de travailleurs. Au moment même où ils condamnaient le renforcement policier, Poniatoski annonçait un renforcement de l'ilotage et des opérations «coup de poing».

### Ford en Chine

## NON AUX ILLUSIONS DE " LA DETENTE USA-URSS "

Aujourd'hui, Ford arrive à Pékin pour une visite officielle de quatre jours. Cette visite a été préparée par celle de Kissinger, le 19 octobre dernier. Recevant Kissinger, le ministre des Affaires Etrangères de la République Populaire de Chine, Kiao Kouan Houa avait déclaré : «la dure réalité ne prouve pas que la détente est entrée dans une nouvelle étape, mais elle montre que le danger d'une nouvelle guerre mondiale s'accroît».

WASHINGTON : « DÉTENTE »  
ET CRISPATION

Cette politique de «détente» est la cause, aux USA, d'une grave crise politique. Ford a dû récemment limoger Schlesinger

qui avait dévoilé les violations répétées par l'URSS des « conversations sur la limitation des armements stratégiques » (SALT). Ces violations, Kissinger, chef du «conseil national de sécurité», les avait cachées pour ne pas faire obstacle à la politique de «détente». En réaction, le Congrès a engagé une procédure contre Kissinger. De son côté, le Sénat prenait une mesure de désarmement unilatéral, en réduisant le système de protection antimissile, accordé aux USA par les SALT, à un système de radars, supprimant ainsi les missiles anti-missiles qui en faisaient partie.

Suite page 8

## Giscard à Rome

## LES 9 DESUNIS SE CONCER -TENT

voir page 4

# DANS NOTRE COURRIER

## À COEUR DU SYSTÈME ACTUEL

Je lis le Quotidien du Peuple depuis sa parution alors je me permets de faire appel à votre impartialité pour que le public sache ce que leur cache la presse locale.

**la répression policière face aux hospitaliers**  
Vendredi 21 novembre 75 à l'occasion de la visite de Mme S. Veil, les hospitaliers du CHU de Bordeaux et de la région étaient regroupés en une manifestation pour appuyer leurs revendications.

A environ la moitié du parcours le cortège, composé essentiellement de femmes, s'est écarté aux forces de l'ordre, les manifestants se trouvant à la tête ont été bousculés par des policiers, une femme a été matraquée parce qu'elle ne reculait pas assez vite au gré de ces messieurs.

Cela ne suffisait semble-t-il pas, nous avons alors vu se former deux rangs serrés de CRS casqués, matraques en main prêts à l'assaut ; nous étions venus les mains nues, nous étions là pour demander une médecine au service du peuple, on nous a répondu par la violence. Ponia est décidément très fort dans son ministère, beaucoup plus qu'il ne l'a été au service de la santé.

Ceci n'est peut-être qu'un exemple parmi tant d'autres mais qui prouve encore une fois le besoin d'union des travailleurs de tous les secteurs, de tous les niveaux pour faire face au capital et à la bourgeoisie.

PS : je faisais partie des manifestants, je crois n'avoir jamais été aussi écœuré du système actuel qu'en ce vendredi. Je compte sur vous pour que le public soit informé, la presse locale n'ayant rien dit.

C. C. de BORDEAUX

L'association des Amis du Quotidien du Peuple d'Aix en Provence vient d'être créée. Lors des réunions qui ont été enues à propos du journal, des critiques et des idées ont été formulées que nous allons exposer.

- avant tout, nous sommes tous d'accord pour affirmer que le Quotidien du Peuple s'améliore régulièrement en fonction des objectifs qu'il s'est fixé.

- cependant certains camarades pensent que les luttes retracées manquent d'analyses politiques et que les pages de luttes apparaissent trop comme «un catalogue des luttes». D'autres camarades pensent que l'information, si brève soit-elle, sur les nombreuses luttes en France, ne doit pas être sacrifiée au profit d'importantes analyses politiques qui peuvent trouver leur place dans les revues théoriques.

### DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h. 30 à 13 h.

- il semble également nécessaire d'insister plus sur des problèmes de civilisation capitaliste très ancrés dans les masses, tels que le sport, le tiercé, la télé, la culture, les loisirs, le tourisme, etc...

- puisque prévu, le débat sur les minorités nationales semble urgent et nécessaire. Un débat large et complet, en donnant la parole à différents mouvements concernés ; en considérant le culturel (chanteurs, troupes de théâtre), le politique (lex : le problème basque...), l'économique (lex : les Comités d'action viticole en Occitanie, le problème des camps militaires...)

- grâce au 12 pages quotidien, nous proposons l'idée de 2 ou 3 pages régionales par semaine, ce qui motiverait encore plus les gens à la lecture du journal et à sa vie, par des problèmes les concernant plus directement.

Voici nos critiques et idées exposées, mais nous sommes très conscients qu'elles seront matérialisées à la seule condition que nous soyons de plus en plus nombreux à participer à la vie de notre quotidien, en le lisant, en écrivant, et en le soutenant financièrement, et c'est dans ce sens que nous travaillerons tous à partir d'aujourd'hui.

En avant vers un vrai Quotidien du Peuple.

L'Association des Amis du Quotidien du Peuple d'Aix en Provence.

### «A PROPOS DE LA BATAILLE DU CHILI»

J'ai trouvé un peu rapide la critique de C. Villard sur le film «la bataille du Chili». S'il caractérise à juste titre la conception révisionniste qui inspire le commentaire du film, je trouve dommage qu'il parle de la «contradiction» entre les images et le «commentaire révisionniste qui couvre les images». Il me semble en effet que ces conceptions révisionnistes animent l'ensemble du film :

- au niveau du choix du sujet : en centrant son film sur la stratégie de la bourgeoisie, l'auteur élude les questions les plus importantes, entre autres celle de la nature même de l'UP (cf l'opposition qui est faite systématiquement entre UP/bourgeoisie).

- au niveau du choix des documents : P. Guzman nous montre délibérément un grand nombre d'interviews de bourgeois (campagne électorale), de représentants de parti de droite, de fascistes, ... ce qui conduit inéluctablement le spectateur à surestimer la force réelle de la bourgeoisie et appuie le point de vue selon lequel la lutte n'était pas possible.

- au niveau du montage : en juxtaposant les séquences concernant les masses populaires et la droite, P. Guzman veut se donner un air «objectif» qui trouve son illustration la plus absurde dans la séquence qui clôt le film : celle où un journaliste argentin filme, pour ainsi dire, sa propre mort, en spectateur impuissant.

C'est cette conception d'ensemble du cinéma comme témoin passif de la lutte des

masses, sous-tendue par l'idéologie bourgeoise, que nous devons clairement dénoncer. Nous, notre conception de l'art, n'est pas celle-là, mais bel et bien celle d'un art, vivant reflet des luttes et des souffrances, des victoires du peuple.

Salutations communistes

PS : J'ai vu récemment 2 films chinois : «la montagne du Pin vert» et «victoires en victoires» qui m'ont paru très intéressants. A quand une analyse de ces films dans le QdP ?

Tu as raison d'insister sur le caractère révisionniste du film. Le film qu'il faudrait faire sur le Chili devrait tirer un bilan avec les masses de la faillite de la stratégie de l'UP ; et ouvrir les perspectives sur la lutte à mener au Chili pour instaurer un pouvoir du peuple. Tu as raison de souligner que Guzman a choisi des images en fonction de son idéologie. Il n'y a pas, par exemple, parlé de l'occupation de terres par les paysans qui s'est faite contre la volonté de l'UP. Cependant il nous semble que la remarque que nous avons fait dans la critique du film reste valable. Elle était sans doute mal formulée. Le terme de «contradiction» entre le commentaire et les images est sans doute mal choisi, mais il est vrai que malgré le choix délibéré des images, la volonté populaire d'en finir avec les demi-mesures de l'UP apparaît clairement et de fait, appelle à regarder de manière critique la pratique de l'UP que le réalisateur défend.

Claude VILLARD

### APPEL

Ecoute les voix qui s'élèvent, Regarde, le peuple se soulève Et sa voix monte dans le matin Pour de meilleurs lendemains. Il crie contre ses bourreaux Et lève le poing bien haut. Regarde, il va gagner. Regarde, il va les écraser. Viens, allons grossir le volcan qui gronde. Viens ! nous serons la foudre qui tombe Sur les fourbes et les assassins Viens, tenons-nous par la main Et crions notre Espoir. Redresse la tête, viens voir ; On est cent, on est mille, on est des millions.

A.M.S. Béthune

## le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES UN JOURNAL FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VÉRITÉ

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19 CCP n°23 132 48 F Paris Directeur de publication : Y. CHEVET imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP Commission Paritaire : 56 942

# pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

Nous avons reçu d'une vieille dame de Bruay, la lettre suivante : «Je suis abonnée au Quotidien du Peuple. Je trouve le journal intéressant sur Liévin, c'est la vérité. Et je vous envoie 300F».

## je souscris

10 F  50 F  100 F  \_\_\_ F

Nom ..... Profession ..... Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

# gagnons la bataille de la diffusion

## Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail.

à la librairie ..... (nom précis de la librairie)

au kiosque ..... de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville .....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt ..... (nombre)

## communiqués

### LE COMITÉ SANTÉ DE NANCY COMMUNIQUE :

En vue d'échanger des expériences de lutte, de faire l'information sur ceux qui luttent sur le front de la santé et d'organiser une riposte face à la politique de la bourgeoisie en matière de santé, le Comité Santé de Nancy organise courant décembre, «6 heures santé».

Sont déjà prévus à cette manifestation : le montage Liévin (diapositives), le film «Penarroya», la participation de travailleurs hospitaliers de l'INRS ainsi que de diverses entreprises de la région nancéenne.

Tout groupe ou personne intéressés pour la participation à ces «6 heures santé», peuvent prendre contact avec le comité en écrivant à Leblanc, B.P. 3106 - 54013 NANCY Cédex - ou en venant à une réunion préparatoire le 2/12/75 à 20 h 30 au local du Quotidien du Peuple, 29 rue St Julien à Nancy (quartier de la cathédrale).

Suite à un article dans le QdP venant de travailleurs hospitaliers en psychiatrie de Lille, nous demandons à ceux-ci de prendre contact avec nous par la même boîte postale (ci-dessus) car une action spécifique est engagée sur le secteur psychiatrique.

SITUB à Vitrolle :

RENFORCER LA SOLIDARITÉ

Devant le refus total de la direction de satisfaire leurs revendications, les travailleurs se sont rassemblés à Vitrolles pour décider de la suite de l'action, vendredi matin.

Partout la mobilisation reste grande : à Tancarville et Petit-Couronne, à côté de Rouen, les travailleurs sont entrés en lutte ; à Lacq et à Donges, les ouvriers tiennent toujours. A Vitrolles, un délégué CGT nous dira : « nous partons à Shell-Chimie, sur la zone industrielle de Berre, pour informer les 1 500 travailleurs de la lutte et briser l'isolement. Après 68, il existait une solidarité exemplaire grâce à une grande unité syndicale. Aujourd'hui, il faut reconstruire cette unité ». Ce qu'il entend par unité syndicale : « c'est l'union de tous les syndicalistes CFDT et CGT même des non-syndiqués, pour créer une véritable force ». Vaincre l'isolement, créer l'unité populaire, c'est la

volonté de la classe ouvrière d'en finir avec le capitalisme aujourd'hui. « C'est pour ça que mardi, nous sommes allés à 70 à l'ORTF pour qu'ils parlent de notre lutte, mais ils n'ont pas passé grand chose ». Que pensez-vous de la tactique des directions syndicales qui font manifester un jour les PTT, puis la santé, puis l'équipement... demanderons-nous. « Ça ne va pas, on s'embête les uns les autres, il faut y aller tous ensemble... N'importe comment, un jour il faudra bien prendre le pouvoir... L'effondrement du capitalisme ne se fera que par la lutte... Mais le P(C)F n'est plus dans le coup, il s'enferme dans sa coquille », conclut le délégué CGT. Les travailleurs préparent activement la journée du 2 décembre où ils pourront rencontrer d'autres travailleurs en lutte, renforcer la solidarité avec ceux de Fos, Berre, etc.

Corresp. Marseille

CLARK (Strasbourg)

la popularisation s'organise

Vendredi, l'assemblée générale a discuté de l'organisation de l'occupation. Comment tenir jusqu'à ce que le patron cède ? Comment obtenir les 40 H payés 43, le paiement des heures de grève et la garantie de l'emploi ?

Des paysans-travailleurs ont été contactés pour qu'ils viennent vendre leurs produits sans intermédiaire, comme ils l'avaient fait lors de la grève des PTT, il y a un an.

Devant la mobilisation des grévistes, Pflimlin, maire de Strasbourg, a été contraint d'accepter un délai pour que les grévistes payent leurs impôts locaux. La commission animation a proposé un programme de loisirs. Vendredi, orchestre animé par les travailleurs de Telic, puis pour les jours suivants des propositions de films, de chanteurs alsaciens pour faire un gala de soutien et d'un groupe de théâtre. La commission popularisation organisait dimanche après-midi un grand couscous. Toutes les familles des grévistes étaient invitées, des distractions étaient prévues pour les enfants. Par ailleurs, il était proposé une intervention avec des banderoles, dimanche au Racing où se déroulait une rencontre Stasbourg/St-Germain qui rassemblait au moins 15 000 personnes. Jeudi, des travailleurs de Siemens, à Haguenau, eux aussi touchés par

les réductions d'horaires, et menacés de licenciements étaient venus en soutien. Une délégation de la Combessa (département machines-outils des Forges de Strasbourg) est venue également, eux aussi étant touchés par le chômage partiel (passage de 44 à 40 H). Tout cela est encourageant et pousse les grévistes à renforcer la popularisation en organisant des collectes à la porte des boîtes avec les panneaux qu'ils ont confectionnés.

Les grévistes ont appris que plusieurs fournisseurs et sous-traitants de Clark étaient gênés par la grève ; ce n'est pas une mauvaise chose et cela sera une pression supplémentaire sur le patron. L'assemblée générale a également discuté de la journée nationale du 2 décembre. La CGT et la CFDT ne sont pas parvenues à un accord au niveau des unions départementales du Bas-Rhin. La CGT proposant une manifestation devant Clark. Cette proposition a été vigoureusement soutenue par l'assemblée générale, alors que le représentant de la métallurgie CGT était violemment accusé de vouloir noyer le poisson. Que craignent donc les dirigeants de la métallurgie CGT ? Redoutent-ils tant ce mouvement d'ensemble des travailleurs qui fera reculer la bourgeoisie.

Correspondant Strasbourg et les travailleurs de Clark



unité populaire autour des grévistes de Saint-Gobain

Saint-Gobain va entrer demain dans sa deuxième semaine de grève. Cette lutte prend un caractère important sur Orléans car c'est l'une des plus grosses boîtes de la région (plus de 1300 travailleurs) et qu'il s'agit d'une lutte contre le chômage partiel. L'unité populaire se concrétise dans le soutien à Saint-Gobain ; c'est l'unité avec les travailleurs actifs des autres boîtes, avec les paysans (il y a des ouvriers paysans à Saint-Gobain), les jeunes, les mères de famille, les chômeurs. L'occupation votée massivement jeudi se poursuit. Les employés sont en grève aussi, et de nombreuses discussions s'engagent entre ceux qui travaillent en 4 x 8 et ceux des bureaux, aujourd'hui commence à s'affirmer dans ces discussions la nécessité d'une cinquième équipe pour les feux continus. La combativité est grande et les délégations des usines de la région sont très appréciées par les grévistes, beaucoup plus que les télégrammes de soutien qui ont été envoyés à l'initiative des révisionnistes. Les révi-

sionnistes du P(C)F tentent sans succès d'utiliser la lutte de Saint-Gobain pour faire passer leur campagne sur les libertés, ils tentent de faire de cette lutte leur grève, en colant des affiches à l'intérieur de l'usine. Mais leur refus à la participation de non-syndiqués au Comité de Grève a provoqué de nombreuses réactions. La mobilisation se développe, les luttes sur la région aussi, c'est le dépôt SNCF des Aubrais qui a fait 36 h. de grève, c'est la grève des éducateurs d'Olivet qui occupaient le local du CREAG. Tout cela concourt à affirmer après les luttes d'Orléans et de Quille que la perspective d'une lutte de grande ampleur se fait jour de plus en plus. Ce n'est pas l'expulsion des éducateurs d'Olivet par la police, l'opération coup de poing (première du genre à Orléans) ou la visite de Ponia qui est venu inaugurer la caserne de CRS 51 (qui s'était illustrée contre les viticulteurs du midi) qui empêcheront ce mouvement de se créer.

correspondant Orléans



Chausson, 4 mois après la lutte : «PAS UN SEUL LICENCIEMENT» «NON A LA RÉPRESSION»

Les faits : voilà un mois, un travailleur de la T5 C5 (chaîne de camionnettes J7 et 404) reçoit un préavis de licenciement pour des avertissements datant de plusieurs années. Pourtant la direction avait sorti une note de service annulant toutes les sanctions antérieures au 1<sup>er</sup> octobre.

«Maintenant, c'est clair pour tout le monde. La direction veut se débarrasser d'un travailleur combatif qui s'était mis en avant pendant notre grève. A travers lui nous sommes tous visés...», lit-on dans un tract CGT/CFDT, diffusé la semaine dernière. C'est bien l'avis de tous les ouvriers de l'usine de Gennevilliers : «Nous ferons tout pour empêcher ce licenciement».

Car la direction tente de jouer la carte de la répression : ce sont des avertissements pour un oui ou un non ; en fait le patron redoute la combativité des travailleurs qui est restée intacte depuis la grève et ce à un moment où se pose la

question de l'unité des luttes, du mouvement d'ensemble, du rôle de diviseur qu'a joué le P(C)F pendant la grève. D'ailleurs le tract CGT/CFDT ainsi que la pétition ont été imposés par des ouvriers combattifs aux dirigeants de la CGT (tous au PCF ou presque), qui n'avaient rien fait jusqu'à maintenant : souvenons-nous en effet comment ces gens ont attaqué les travailleurs les plus combattifs pendant la grève. Cela ne les a pourtant pas empêchés de «récupérer» la pétition pour la manifestation PCF de mercredi soir à Asnières, pour la déposer chez un bonze UDR du coin : Chalandon.

Lutter contre tout licenciement à Chausson, cela veut dire imposer la voie de la lutte dans notre syndicat, mais aussi dénoncer ces faux défenseurs des libertés qui, lorsqu'il s'agit de la répression de la bourgeoisie contre les travailleurs en grève, nous appellent à baisser les bras.

Correspondant Chausson

PARIS-RHÔNE

SOLIDARITÉ AUTOUR DES GRÉVISTES

3% d'augmentation au 1<sup>er</sup> décembre, une moyenne de 4,5% d'augmentation au 1<sup>er</sup> avril, 110 F de prime pour 5 journées de grève, voilà sur quoi la direction de Paris-Rhône appelle les travailleurs par voie de presse et à la télé, à reprendre le travail lundi. «Nous nous battons depuis 17 jours pour 250 F, il n'est pas question que nous rentrions sur de pareilles négociations» réaffirmaient les grévistes samedi matin en AG. «Pendant le week-end, il faut toucher les camarades absents à cette AG pour les appeler à rester dehors lundi». La combativité reste grande. Vendredi après-midi, alors que plus d'une centaine de grévistes massés devant les portes de l'usine scandaient les mots d'ordre de la grève les cadres, craignant une réoccupation se sont groupés derrière la porte et ont rappelés les flics. Un tract du comité de grève CFDT, s'adressant aux travailleurs de Paris-Rhône, a été distribué dimanche matin sur les marchés, la ville et la banlieue. Il sera distribué aussi lundi dans les cars amenant les ouvriers au travail. L'après-midi, une caravane de plusieurs voitures devait sillonner la ville avec prise de parole. Le comité de soutien s'est associé à ces initiatives. Vendredi soir, c'est près d'un millier de personnes qui sont venues au gala apporter leur soutien aux travailleurs de Paris-Rhône.

correspondant

en bref

CGE-ALSTHOM (FOS-SUR-MER) : NON AUX LICENCIEMENTS !

Les travailleurs de l'entreprise CGE-Alstom, à Fos ont déclenché une grève de 24 H reconductible pour riposter contre le licenciement de 80 d'entre eux. Pas un seul licenciement ! La lutte continue.

FURNON (ST ETIENNE)

La totalité des travailleurs (150) de l'usine Frunon (mécanique générale) sont en grève avec occupation. Ils sont décidés à faire aboutir leurs revendications : augmentation de salaires, améliorations des conditions de travail.

SAINT-MACAIRES-EN-MAUGES (MAINE-ET-LOIRE) : NON AUX 3 000 LICENCIEMENTS !

Le département du Maine-et-Loire est particulièrement touché par les restructurations capitalistes, notamment en ce qui concerne le secteur textile. Mais les travailleurs ne sont pas prêts à en faire les frais. A Saint-Macaire-en-Mauges, des centaines de travailleurs viennent de montrer une première fois qu'ils refusent ces plans, en manifestant contre la décision du patronat local de supprimer 3 000 emplois dans le département. Les travailleurs de Maine-et-Loire savent déjà qu'il y a 9 000 chômeurs dans les Deux-Sèvres et la Vendée, départements proches. C'en est assez !

CONGRÈS DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

# DES JUGES CONFRONTÉS A LA JUSTICE DE CLASSE

Pour son huitième Congrès, le syndicat de la Magistrature a pris pour thème «la crise, le juge et les libertés». Pour en débattre quatre commissions : «La crise de logement et la consommation», «la crise, l'ordre et la sécurité», «la crise et la croissance des grandes entreprises», «la crise et la situation des travailleurs». Le thème général, le choix des commissions témoignent des préoccupations du Syndicat de la Magistrature. Dans leurs décisions, les juges ont eu à prendre des décisions à propos de travailleurs victimes de la crise. C'est eux qui ont à se prononcer sur les saisies, les mises en tutelle, les expulsions, les retraits d'enfants... décisions qui touchent les travailleurs. De nombreux témoignages ont été apportés, en particulier dans la commission sur le logement, dénonçant les expulsions, les saisies, la crapulerie des huissiers, les truands de la vente à domicile qui abusent des travailleurs.

Des assistantes sociales, membres des associations de locataires, et de juges ont confronté leurs expériences, et discuté des possibilités d'actions. De ces discussions et de ces témoignages, des positions différentes sont sorties, parfois confuses, souvent entachées de réformisme, mais intéressantes dans la mesure où elles sont l'indice d'une avancée de la réflexion collective des magistrats. Que signifie demander que la loi soit égale pour tous ?

Ce ne sont pas les patrons qui risquent les saisies, les expulsions. Cette position qui est encore défendue à l'intérieur du Syndicat de la Magistrature, est donc remise en question, il

lui fut opposé la nécessité de ne pas appliquer la loi dans toute sa rigueur contre les travailleurs victimes de la crise.

Des juges refusent, quand ils le peuvent, de prononcer des mises sous tutelle, ils taxent les frais d'huissiers pour empêcher qu'ils ne dépassent une certaine limite. Mais est-ce suffisant ? Pour certains, il est possible d'utiliser l'arsenal juridique de façon à le retourner contre la bourgeoisie, d'en faire un usage différent. Pour d'autres, les possibilités d'utiliser la loi dans ce sens sont très limitées. Ce qui fut à plusieurs reprises affirmé, c'est la nécessité d'une liaison plus étroite avec les organisations de travailleurs, pour sortir de ce monde clos de la justice bourgeoise, où le juge a un point de vue déformé du monde. Cer-

tains ont affirmé la nécessité de se mettre au service des luttes des travailleurs.

Cette orientation naissante est un fait largement positif et inquiète la bourgeoisie. Ces derniers temps de nombreuses menaces ont été proférées contre le Syndicat de la Magistrature. Foyer l'a qualifié d'«organisation subversive» préparant la voie à une dissolution maintenant réclamée par un député Republicain Indépendant : Gerbet qui propose que le droit syndical ne soit pas reconnu aux magistrats. A ces attaques, s'ajoutent les manœuvres de Lecanuet pour modifier les études à l'École de la Magistrature, pour renforcer le contrôle sur les juges d'instruction, et de Durafour pour em-

pêcher la collaboration entre les juges d'instruction et les inspecteurs du travail.

Le durcissement du pouvoir face à la montée des luttes des travailleurs et l'exigence qui en découle d'une justice aux ordres obligeront les juges du Syndicat de la Magistrature à faire un choix. Soit, en gardant le point de vue de la possibilité d'une justice égale pour tous, s'intégrer aux organisations réformistes traditionnelles et servir de caution au replâtrage d'une justice en crise. Soit, poursuivre plus avant leur évolution dans le sens d'une liaison plus étroite avec les travailleurs en lutte et d'une affirmation de la nécessité de la lutte contre la justice des patrons, pour une justice au service du peuple.

S. LIVET

## PONIATOWSKI :

### “l'ilotage triplé en 76”

La commission intitulée «La crise et l'ordre» a débattu de la question de l'insécurité. Chiffres à l'appui, les juges ont montré qu'il n'y avait pas d'augmentation de la délinquance. Les déclarations, les articles, et tout le battage sur cette prétendue augmentation visent à créer l'idée que la source de l'insécurité n'est pas dans le chômage, les accidents du travail, mais dans la petite délinquance, et également dans les grèves et les luttes des travailleurs qualifiées de nouvelles formes de délinquance par Poniatowski. A partir de

là le pouvoir veut justifier l'augmentation des opérations de répression et des effectifs policiers. Samedi Poniatowski annonçait le triplement des ilôts : quartiers surveillés en permanence par les mêmes policiers connaissant parfaitement les habitudes des habitants. En 25 il y avait déjà 1 000 ilôts, il y en aura 3 000 en 76.

Les quartiers qui sont l'objet d'une telle surveillance sont évidemment des quartiers populaires et les habitant visés en premier : les jeunes ouvriers, les immigrés.



## Giscard à Rome les “neuf” désunis se concertent

A Rome, aujourd'hui et demain, se tient une réunion du Conseil européen, qui rassemble les chefs de gouvernement des neuf. Ces réunions, (c'est la troisième du genre), suscitées par Giscard ont la particularité de ne pas avoir d'ordre du jour préétabli ; prévues pour traiter des «grands problèmes» de l'Europe elles ne sanctionnent pas spécialement une unité politique en voie de se réaliser.

Ce sommet abordera certainement des questions comme l'élection du Parlement européen au suffrage universel et les rapports de l'Espagne avec l'Europe. Mais c'est l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la conférence Nord-Sud, qui sera au centre des discussions.

Comme elle l'a indiqué à Rambouillet, la Grande-Bretagne veut participer elle-même à la conférence Nord-Sud et non pas être représentée par la Communauté Européenne. Cette attitude d'«originalité» qui gêne manifestement les autres pays européens, s'explique par les intérêts spécifiques que

l'impérialisme britannique a à défendre.

La Grande-Bretagne conserve des rapports privilégiés avec les pays du Commonwealth, le vieil empire britannique, qu'elle entend préserver malgré son entrée dans le marché commun. C'est pour elle une chasse gardée qu'elle voudrait se maintenir dans la mesure où elle est le deuxième importateur mondial de matières premières. C'est enfin parce qu'elle va devenir elle-même productrice de pétrole avec la mise en exploitation des gisements de la mer du Nord. C'est pour cela-même également que la Grande-Bretagne entend défendre elle-même ses intérêts.

Alors même que Rambouillet a été une réunion de concertation des pays impérialistes à la veille de la conférence Nord-Sud, la réunion de Rome est caractérisée par les difficultés des pays européens dues à la concurrence qu'ils se livrent, face aux justes et fermes exigences des pays du Tiers Monde.

Le sommet de Rome devrait

également examiner l'évolution des rapports de l'Espagne avec la CEE. Nul doute que la France prêchera la nécessité de l'élargissement de celle-ci à l'Espagne. Prétendant d'une prétendue «libéralisation» du régime grâce à Juan Carlos, Giscard veut accélérer l'intégration de l'Espagne au marché commun ; c'est une solution pour favoriser le développement des avantages économiques que la France a d'ores et déjà en Espagne.

Enfin, si les neuf chefs de gouvernement abordent l'élection du parlement européen au suffrage universel, c'est dans l'espoir que cette mesure favoriserait ainsi l'acceptation des décisions européennes auprès des travailleurs des différents pays. Mais ceux-ci ne seront pas dupes ! Ils ont l'expérience de ce qu'ils peuvent attendre de leur moulin à parole national, et le caractère européen d'un parlement ne règlera pas grand chose pour eux, surtout que l'actuel parlement européen n'a strictement aucun pouvoir !

Fabien VAUDOIS

## Armée : un prétendu complot international

Pourquoi un tel déploiement de répression de la part du gouvernement ? Pourquoi le SDECE (service de contre-espionnage), la DST, la Sécurité Militaire (police de l'armée) sont-elles mobilisées ?

L'explication officielle parle d'un «complot international» qui, de Lisbonne à l'Allemagne, viserait à la «destruction des armées de l'Europe de l'Ouest». La scandaleuse chasse à l'homme organisée en France contre les militaires révolutionnaires portugais, est présentée comme une lutte contre la subversion. De même, les liens connus entre des comités d'appelés en Allemagne et des organisations allemandes sont présentés, hors de toute réalité, comme un «plan gauchiste pour casser l'armée» ; dans le Journal du Dimanche, le général Lagarde parle d'«escalade de la subversion».

Pour justifier cette thèse, le gouvernement met en avant le contenu de tracts distribués à Tübingen en Allemagne, ou dans des unités en France (Besançon, Cazaux, Vincennes). Les tracts appellent au «refus collectif d'obéissance», ils dénoncent le caractère de classe de l'armée bourgeoise. Ils affirment la nécessité pour les soldats d'apprendre le maniement des armes, afin «un jour, de les retourner contre les officiers, contre les patrons et la société qui les protège».

L'ampleur de l'initiative de la bourgeoisie montre qu'elle veut aujourd'hui frapper un grand coup, pour briser l'instauration d'un ferment durable de contestation chez les appelés. Mais à mesure que l'offensive ouvrière se développe, les soldats, pour la plupart issus du peuple, se solidariseront avec ces luttes. Et cela, nulle Cour de Sûreté ne peut l'empêcher.

Paul Lefort

## Jean-Pierre de Bruay : 4 mois ferme

Le jeune Jean Pierre de Bruay-en-Artois vient d'être condamné à 10 mois de prison (dont 6 avec sursis) pour tentative de cambriolage dans un magasin de vêtements à Paris.

Il faut savoir que Jean Pierre était chômeur comme tant d'autres jeunes et qu'il avait dû passer deux ans en détention «provisoire» avant d'être relaxé, le 15 juillet dernier, par le tribunal pour enfants de Paris, pour l'affaire du meurtre de Brigitte Dewaevre.

Deux jours pour les patrons responsables de la mort d'ouvriers, deux ans pour un jeune homme comme Jean Pierre finalement reconnu innocent : deux poids, deux mesures pour cette «justice» de Lecanuet.

«Il est certain qu'à son âge, on ne peut qu'être marqué par une telle épreuve...» devait déclarer, lui-même, le substitut du procureur !

## LE CONGRÈS DU PARTI RADICAL «LES CHARMES DISCRETS DE LA BOURGEOISIE»

Un congrès animé, c'est peu dire. C'était plus exactement un spectacle, qui s'est joué à Lyon sous le titre : «Congrès du Parti radical».

Car la candidature de dernière minute posée par Françoise Giroud pour la présidence du parti a conduit aux yeux de tout le monde à une concurrence (sur quelles bases ? L'histoire ne le dit pas) entre deux membres du même gouvernement.

Que des conflits existent entre UDR et Républicains Indépendants, on le sait. Que Lecanuet et Poniatowski se querellent, on l'a vu récemment. Mais avec le Parti radical, on fait mieux puisque c'est au sein du même parti que Gabriel Péronnet, secrétaire d'État à la fonction publique (finalement élu) et Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine ont jugé nécessaire de se disputer.

Tous deux, comme Poniatowski et Lecanuet, ont bien entendu les conseils donnés par Giscard qui invitait récemment tous les membres de sa majorité à ne pas étaler leurs querelles sur la place publique.

# "déborder" le révisionnisme ? NON, LE DETRUIRE !

## ASPIRATIONS RÉVOLUTIONNAIRES ET REMISE EN CAUSE DU RÉVISIONNISME

L'enquête et le débat que nous avons commencés à mener montre que la nécessité d'une issue révolutionnaire à la crise, se précise et s'approfondit parmi les travailleurs. Cela se manifeste d'abord par l'affirmation de l'idée de la Révolution, l'aspiration à ce que les travailleurs s'emparent du pouvoir, comme à Caron-Ozanne, où un ouvrier nous déclarait : « dans notre lutte, c'est l'Assemblée Générale qui décide de tout. Dans une autre société, on pourrait faire le même type d'organisation à une grande échelle. La seule façon, de toute manière, c'est que les travailleurs aient le pouvoir ».

Mais il se développe en même temps, et c'est très important, un rejet des solutions politiques révisionnistes et réformistes, comme étant incapables de satisfaire nos aspirations profondes. A propos du programme commun, un ouvrier de la Saviem explique : « les gars n'en parlent pas beaucoup. De toutes façons, quand ils en parlent, c'est pour dire que si c'était la gauche au pouvoir, ça ne résoudrait pas la crise et le chômage ». Et un gréviste d'Air France : « les idées du PCF représentent une certaine forme de capitalisme. Ce n'est pas un changement fondamental de société ».

C'est là le mûrissement d'un processus où les contradictions entre les masses et le révisionnisme, ses propositions, ses cadres d'organisation se sont accentuées. L'adhésion, superficielle certes, qui pouvait exister au moment de la signature du programme commun (juin 1972), s'est constamment effritée, dégradée, on l'a vu, particulièrement après chaque échéance électorale (législatives de mars 1973, présidentielles de mai 74). Et c'est essentiellement au tournant des années 1973-1974 que, les éléments d'une crise politique durable convergeant de façon de plus en plus sensible, cette évolution s'est approfondie, est devenue irréversible.

## UN NOUVEAU TYPE DE CONTRE-FEU

Mais face au développement des aspirations révolutionnaires, à la remise en cause de plus en plus nette du révisionnisme, dans les masses, les idées révisionnistes ont été, assez souvent, amenées à s'exprimer ainsi sous une forme nouvelle : hésitation à s'en démarquer radicalement, tentative de chercher des moyens de conciliation. En schématisant un peu, cela revient à

dire : « le Programme Commun, un gouvernement d'Union de la Gauche, ce n'est pas suffisant ; certes, il faudra aller plus loin. Mais il n'est pas possible d'avancer sans eux. Critiquons la gauche, mais aidons la gauche à prendre le pouvoir. Quand elle sera au pouvoir, il y aura davantage de moyens de la mettre devant ses responsabilités, d'exiger plus, de la déborder ». Sous-produits directs du révisionnisme, ces idées fausses qui se sont fait jour, des courants dans les syndicats (surtout à la CFDT), des groupes, à caractère politique, plus ou moins trotskistes essayant de les véhiculer et de les cristalliser. La seule perspective qu'ils offrent, tactiquement et stratégiquement, c'est d'« aiguillonner » les forces et les solutions de la gauche, de les soutenir, tout en les critiquant superficiellement, de hâter la venue de la gauche au pouvoir afin de hâter le moment hypothétique où elle pourrait être « débordée », obligée de « se radicaliser ».

Evidemment, de telles perspectives, fondamentalement incapables de proposer une véritable alternative au révisionnisme, sont incapables de se constituer en une force organisée solide. Elles donnent nécessairement le jour ou bien à des sectes ou bien à des courants informels, instables dans les syndicats, qui se forment, disparaissent ou se recomposent comme autant d'excroissances, d'appendices du révisionnisme. Ces sectes et ces courants servent de pare-feu, d'écrans protecteurs momentanés pour retarder le développement des contradictions entre les révisionnistes et les masses.

## A LA REMORQUE DU RÉVISIONNISME

Mais c'est un phénomène dangereux, dans la mesure où il contribue à ramener, tactiquement et stratégiquement, le mouvement des masses dans le sillage du révisionnisme, sur la voie de la capitulation.

Tactiquement, cela signifie, dans le cours même des luttes, des moyens particulièrement sournois d'appuyer le révisionnisme (et le réformisme) : on se démarque d'abord, superficiellement, en soutenant des formes d'organisation (comités de grève), des méthodes de luttes (par ex. occupation), des revendications (par ex. augmentations non-hiérarchisées) qui correspondent à certaines aspirations réelles des travailleurs, mais, en même temps, quand il s'agit de faire des choix décisifs sur la conduite de la lutte, sur la mobilisation ferme, ouverte contre les propositions révisionnistes, on s'y oppose au nom de l'unité syndicale, ou de l'unité tout

court à préserver, parce qu'il ne faudrait pas rompre le « front de classe » des travailleurs, etc..

Stratégiquement, ces conceptions visent à maintenir la classe ouvrière dans une position passive d'attente, de dépendance et de soumission au projet révisionniste. C'est-à-dire, soit l'attente, la préparation d'une échéance électorale, où il serait possible de « pousser » la « gauche » au pouvoir. Et comme le disent certains de ces gens-là : « nous avons appelé à voter Mitterrand au second tour, et quand ce sera à refaire, nous le referons ». Soit l'attente, la préparation même de grandes luttes de masses... pour permettre de favoriser l'accession de la « gauche » au gouvernement.

## UNE LOGIQUE RÉVISIONNISTE

Comment ne pas reconnaître, là, le fond même des conceptions bourgeoises, révisionnistes ? C'est nier que l'aspiration à la révolution existe dans les masses, se traduit constamment en initiatives, en actions et entre constamment en lutte avec l'idéologie révi-



sionniste, le poids de ses organisations, qui ne sont qu'une des manifestations de la dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière.

Et du même coup, c'est nier bien sûr que la Révolution soit d'abord l'affaire des masses, que c'est uniquement en partant de l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière, de ses combats, des victoires réelles qu'elle remporte contre le révisionnisme, que la voie de la Révolution peut être tracée, peut avancer.

C'est essayer de paralyser, en l'enserrant dans une logique révisionniste, la frange de plus en plus large des travailleurs qui remettent en cause les solutions révisionnistes. C'est la logique bien connue : « vous bien sûr, vous ne pouvez vous

## LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



satisfaire des perspectives de l'Union de la Gauche, vous voulez sans doute la Révolution. Mais le reste, la grande masse ? Elle n'en est pas encore là, elle y adhère. Il n'y a pas d'autre moyen que de l'accompagner dans son cheminement. Sinon, ce serait de l'aventurisme, se condamner à être minoritaires, apparaître comme des diviseurs, s'opposer aux aspirations de la grande majorité, etc...»

## CONSTRUIRE LE PARTI COMMUNISTE

Le dernier recours, le plus dangereux, pour justifier cette politique d'auxiliaire du révisionnisme (et du réformisme), c'est d'alléguer que les masses doivent faire, à grande échelle, l'expérience du révisionnisme pour arriver à s'en détacher. Que donc, tout en la critiquant, hâter, favoriser l'accession de la gauche au pouvoir, c'est hâter l'évènement d'une situation où la « gauche » pourrait être remise largement en cause, où la perspective de la révolution pourrait enfin se poser à une vaste échelle.

## L'ENJEU DU MOUVEMENT D'ENSEMBLE

De plus, il n'est pas vrai que la seule façon, pour les masses de faire l'expérience du révisionnisme à une vaste échelle, passe par l'instauration d'un gouvernement de gauche. Cette expérience large, elle peut s'effectuer aussi dans des situations d'affrontements aigus de classe.

L'avancée vers un mouvement d'ensemble, tel qu'elle se dessine aujourd'hui, pose de façon pressante, ces questions. Les révisionnistes, comme l'a assez clairement laissé entendre Séguy, ne sont pas opposés à un tel mouvement d'ensemble : dans la mesure où ils le pressentent, ils cherchent à réunir les conditions pour qu'il leur serve à investir l'Etat bourgeois, à imposer leur projet de capitalisme d'Etat, tel qu'on peut l'entrevoir dès maintenant.

Il ne s'agit pas de se placer à la remorque du révisionnisme, pour tenter de le « doubler » au bon moment. Il s'agit au contraire d'approfondir les contradictions entre les masses et le révisionnisme, de transformer en force et conscience autonomes l'acquis des luttes, des victoires quotidiennes des masses. Tel est l'enjeu, à court terme, de la construction du Parti Communiste : que le mouvement d'ensemble constitue un pas décisif dans l'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, dans le rassemblement des forces pour la Révolution.

Gabriel Ferréol

# espagne

«Libéralisation» : telle est, depuis plusieurs jours, la question systématiquement agitée à propos de l'Espagne. On tentera, sans nul doute, de faire de la libération de Marcelino Camacho et de dix autres syndicalistes un test de cette prétendue tendance de la politique de Juan Carlos.

Pourtant, Camacho, à sa sortie de prison, a rappelé que ce n'étaient pas quelques hommes, mais des milliers d'antifascistes qui croupissent actuellement dans les prisons espagnoles. Sur ce point, il avait raison. Et la politique de répression du «nouveau» régime ne vient qu'aggraver cette constatation : d'une part, des journalistes qui rendaient compte de la manifestation organisée devant la prison de Carabanchel le jour du couronnement de Juan Carlos ont été arrêtés. Ils n'ont dû leur libération qu'à une protestation rapide. Le militant de l'ETA Carmelo Garitaomandia, lui, ne sera pas libéré de sitôt : le tribunal militaire de Burgos vient de décider, SOUS LE RÉGNE DU NOUVEAU ROI, de porter sa peine de 6 ans à 23 ans, 4 mois et 1 jour de prison : la comptabilité sinistrement méticuleuse de la répression fasciste s'abat toujours avec la même rigueur sur les militants révolutionnaires.

Une «libéralisation» de ce type, l'Espagne en a déjà connue : c'était à l'époque où l'Opus Dei, puissante association catholique siégeait au gouvernement de Franco. Les libertés d'expression étaient même plus étendues que ce qu'elles sont aujourd'hui. Mais le développement des luttes populaires avait rapidement conduit le régime à montrer le fond inchangé de sa nature.

Cependant, cette campagne sur le «libéralisme» de Juan Carlos n'est pas gratuite. La perspective de Giscard, celle de nombreux gouvernements européens, est celle d'une intégration de l'Espagne au Marché Commun. Entreprise qui suppose l'acquisition par le régime espagnol d'un vernis «démocratique», fût-il sans rapport aucun avec une véritable démocratie bourgeoise. Que des courants «d'opposants» crier au miracle. Alors, sent s'exprimer un peu, que même un jeu parlementaire formel s'instaure, et nous entendrons crier au miracle. Alors, il importera peu aux capitalistes qui nous gouvernent que les travailleurs en lutte, les révolutionnaires qui expriment le plus conséquemment leurs aspirations, se trouvent soumis à une répression toujours aussi sauvage, ouvertement terroriste, fasciste. Ils tenteront de la faire avaler aux masses populaires de leur pays en échange des possibilités un peu nouvelles d'expression acquises par tels démocrates-chrétiens ou sociaux-démocrates.

Au moment où notre régime, à l'exemple de celui d'Allemagne Fédérale, connaît une évolution de plus en plus prononcée vers un style policier, c'est une convergence anti-démocratique qui se dessine ainsi avec le régime espagnol, chacun faisant des pas vers l'autre. Et n'est-ce pas un chiffre bien «espagnol» que celui qu'on avance à l'occasion des arrestations dans l'armée française : DIX ANS d'emprisonnement ?

Jean LERMET

# albanie

## UNE JUSTICE PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE

La question de la justice est à l'ordre du jour dans notre pays. Pendant que Poniatowski tonne contre la clémence des juges et réclame plus de fermeté, pendant que Lecanuet parle de réformer la formation des juges pour mieux les filtrer, des juges organisés dans le Syndicat de la Magistrature (qui vient de tenir son Congrès) s'interrogent sur la nature de la justice qu'ils doivent rendre et en viennent en plusieurs occasions à s'opposer courageusement aux directives qu'on veut leur imposer. Béthune, Moulins, Rennes... autant d'affaires qui montraient clairement les fissures de la justice bourgeoise. Le débat «quelle justice voulons-nous ?» est ainsi ouvert. Nous venons au dossier l'article qui suit, sur la justice en Albanie Socialiste. En dehors des différences évidentes entre ce pays et le notre, il ressort clairement une chose : en Albanie, la justice qui est rendue est une justice de classe, une justice au service du peuple, une justice contre toutes les tentatives de retour en arrière vers les privilèges des anciennes classes exploiteuses.

L'organisation de la justice en Albanie dépend étroitement de la nature sociale du régime, et de la nature spécifique de la criminalité qui lui est liée. En effet, le droit subit toujours les effets de la progression dans la construction du socialisme : le droit n'est qu'un élément de la superstructure de la société socialiste et, par là même, ne peut avoir d'existence propre et fonctionner indépendamment des autres secteurs de cette superstructure. D'où des réformes qui ont été autant de perfectionnements apportés à la pratique judiciaire grâce au développement de la construction du socialisme.

### UNE JUSTICE QUI SE PERFECTIONNE AU FUR ET A MESURE DE L'ÉDIFICATION DU SOCIALISME

Au lendemain de la Libération, la justice avait pour tâche principale de juger les ennemis du peuple albanais et les criminels de guerre. L'organisation judiciaire reposait alors sur des tribunaux spéciaux où les masses jugèrent les criminels de guerre et collaborateurs, tout en démasquant l'ensemble du système fasciste. Il s'agissait de défendre le nouveau pouvoir populaire contre les ennemis de classe. Dans les périodes suivantes (reconstruction du pays et développement de la révolution socialiste de 44 à 48 ; développement industriel et achèvement de la base économique du socialisme, de 48 à 60 ; édification de la société socialiste intégrale et révolutionnarisation du pays, de 60 à nos jours), la justice devait essentiellement «mener une lutte active pour l'application de la ligne du Parti, pour le renforcement de la légalité et l'éducation des citoyens, dans l'esprit de fidélité à la cause du peuple et du socialisme». En sorte qu'une des caractéristiques essentielles de la justice en Albanie, comme moyen d'action pour la réalisation des tâches politiques du socialisme, est que le système judiciaire a connu des modifications successives correspondant aux tâches de l'heure posées dans chaque période transitoire. Ces modifications se firent dans le sens de l'efficacité accrue et du renforcement du caractère populaire des tribunaux avec la participation toujours plus poussée des ouvriers et paysans.

### DES TRIBUNAUX DE VILLE, DE VILLAGE ET DE QUARTIER, ÉLUS PAR LE PEUPLE

L'organisation judiciaire en Albanie est assez simple :  
o Les tribunaux de village, de ville et de quartier rendent la justice dans leur juridiction respective pour des affaires mineures, mais peuvent renvoyer l'affaire devant le tribunal du district si la gravité des faits l'exige. La caractéristique majeure de ces tribunaux est d'être composés d'un juge assesseur et de deux «militants sociaux» (généralement membres du Front Démocratique, association de masse qui prend en charge les problèmes quotidiens et politiques au niveau des quartiers ou arrondissements) élus pour trois ans parmi les travailleurs ayant acquis des notions de droit. «Les juges et assesseurs sont tenus de rendre compte de leur activité à leurs électeurs... Les tribunaux de quartier, de village et de ville sont des organismes embryonnaires de l'administration directe de la justice par le peuple» (article 21 de la loi sur l'organisation judiciaire).

o Les tribunaux de district, jugent en première instance toutes les affaires pénales et civiles ;

o la cour suprême examine en seconde instance les plus graves des affaires jugées devant les tribunaux de district, mais peut aussi se réserver certains procès en première instance. Surtout, le plénum de la Cour Suprême donne des instructions sur des questions intéressant la pratique judiciaire pour l'application des lois par les tribunaux.

o le Parquet vérifie essentiellement si les décrets d'application sont conformes à la Constitution et à la loi ; il vérifie aussi l'exactitude des lois et peut demander des compléments ou des amendements. De même, il décide seul de la régularité des procès, et de l'instruction.

Les droits reconnus à l'inculpé sont très larges, allant du droit à la défense à la présomption d'innocence. «Le prévenu est présumé innocent tant que sa culpabilité n'a pas été établie... Si les organes compétents ne peuvent démontrer sa culpabilité pleinement et incontestablement, ils sont tenus de le déclarer formellement innocent» - article 13)

### LA CRIMINALITÉ JUGÉE EN LIAISON AVEC LA SOCIÉTÉ QUI SE CONSTRUIT

De cette description schématique de la justice en Albanie, il nous semble nécessaire de souligner - comme le faisait Grigor Gjika, professeur de droit à l'Université de Tirana - que «la sentence n'est qu'une étape dans la succession des tâches confiées au tribunal comme organe de la dictature du prolétariat. Dans le jugement de chaque affaire concrète il incombe au tribunal d'éclaircir les causes et les conditions du délit et du conflit qui en est à l'origine, la personnalité de l'inculpé, la source de ses tendances anti-sociales ; il convient de découvrir les lacunes et les faiblesses du travail des organes de l'Etat, des organisations sociales des collectifs de travailleurs concernés, il faut établir la part de responsabilité qui retombe sur des fonctionnaires de l'Etat et sur les tiers, les faiblesses et les lacunes dans la lutte menée contre l'idéologie étrangère au socialisme».

Cette recherche de la vérité objective, toute entière du côté du fonctionnement réel de la collectivité socialiste et de la forme de criminalité qu'elle peut encore favoriser, caractérise la justice albanaise. Il ne s'agit pas, en effet, de supprimer le coupable ou de l'enfermer pour supprimer la criminalité. Bien au contraire, la justice n'est qu'un rouage dans un travail collectif, mené par le peuple tout entier, pour l'amélioration de la société socialiste dans le sens d'une disparition de la criminalité. En Albanie,



jamais l'accusé n'est isolé dans l'abstraction des déterminations subjectives de ses actes (à la différence de ce que font les psychologues en régime bourgeois qui cherchent à expliquer le crime par l'individu pour mieux taire la criminalité de la société). Toujours les actes incrimés sont replacés dans les liens sociaux qui rattachent l'individu à la collectivité socialiste. G. Gjika soulignait récemment la liaison qui unit le travail des juges et celui des masses : «L'activité des organes d'Etat en matière de justice se fonde sur la loi, tandis que celle des masses dans le même domaine n'est pas régie par des lois et elle n'engendre pas de rapports juridiques. La fonction des masses tend à accentuer l'effet

éducatif des jugements». Et la loi sur l'organisation judiciaire souligne que les tribunaux de quartier, village et ville n'ont pas seulement un caractère répressif : la large participation des masses à l'accomplissement des tâches de ces tribunaux sert directement l'éducation de l'homme nouveau de la société socialiste, par «l'exercice d'une influence morale sur les coupables, dans la critique faite dans un esprit de camaraderie. Lorsque le tribunal estime qu'il a atteint son but, il ne donne pas suite à l'affaire».

La répression n'intervient donc souvent qu'en ultime instance. De petits larcins - vol de quelques mouchoirs dans une usine textile par exemple - font d'abord l'objet de discussions avec l'auteur du vol, de réunions du comité d'atelier. On opère toujours la différence entre l'élévation de la conscience socialiste individuelle pour la suppression d'attitudes peu compatibles avec le socialisme, et le recours en dernière instance à la répression juridique, recours suscité par la gravité des délits ou le refus d'abandonner des attitudes objectivement anti-sociales.

### BAISSE DE LA CRIMINALITÉ

D'où l'état de la criminalité en Albanie : en 1973, il y eut cinq assassinats ou tentatives d'assassinats ; depuis 10 ans il n'y a plus de vol ou cambriolage en bandes organisées. Les derniers actes de sabotage remontent à 1958. Reste, comme criminalité, les vols de fait, coups et blessures et les vols envers la propriété socialiste. Ces derniers sont encore rela-

tivement nombreux, car la population est en contact permanent avec cette propriété. Nous avons vu comment cette forme de criminalité était traitée (vol de mouchoirs ou de linge, etc...). E. Sanxhktari, premier juge au tribunal du district de Tirana, nous confiait, l'année dernière, qu'en quinze ans, il n'avait eu à juger qu'une affaire grave de vol envers la propriété socialiste (vol de marchandises dans un magasin et recel). Preuve que le pouvoir des ouvriers et des paysans ne se contente pas de réprimer les actes anti-sociaux, mais les supprime petit à petit, en les combattant à la source ; dans le faible niveau de conscience de classe des contrevenants.

Camilla NOËL

loisirs

## LES DÉBOIRES D'UNE MJC DANS UNE MUNICIPALITÉ «DE GAUCHE»

La scène se passe à Cenon, près de Bordeaux, et a pour thème l'histoire de la MJC Palmer.

1972 : la municipalité «socialiste» de Cenon a besoin d'une opération de prestige. Construire un hôtel, une nouvelle mairie, une maison des jeunes ? Ça sonne bien, «maison des jeunes». Cent quatre vingt millions sont investis, et des ruines d'un vieux château, sort une MJC. Et comme il faut que ça se sache, on l'inaugure deux fois, une fois pendant la campagne électorale de 72, une autre fois pour une visite de Mitterrand... Un animateur «musclé», survêtement et tennis, et une animatrice genre hôtesse de l'air programment des activités très originales : photo, couture, nature, émaux... Résultat, les quelques jeunes qui viennent sont les fils des conseillers municipaux, d'autant plus que seuls les porteurs de carte sont admis.

Une maison des jeunes sans jeunes, ça n'est pas une très bonne opération, pour les élections qui s'approchent. La municipalité remplace donc l'équipe d'animation, et donne pour consigne à la nouvelle équipe de faire parler de la MJC. «Du spectaculaire, c'est ce qu'il faut pour faire venir la télé...»

Seulement, les choses ne se

passent pas comme prévu : la nouvelle équipe mène l'enquête chez les jeunes du quartier, très populaire, et décide d'intervenir sur les problèmes qui touchent ces jeunes. Des débats sont organisés, sur le chômage, l'armée, la sexualité, la prison, la délinquance, la vie dans la cité... Deux festivals sont organisés, dont le bénéfice est remis à des usines en lutte, à un foyer de jeunes en grève. Bref, la MJ est en prise sur le quartier, les jeunes y viennent, les bagarres sont moins fréquentes...

Pour la municipalité - toujours «socialiste» -, c'en est trop. Les animateurs sont accusés de soutenir les voyous, de travailler avec des brebis galeuses - entendez par là les fils de la classe ouvrière de la cité -. Mardi dernier, coup de théâtre : la municipalité licencie l'équipe d'animateurs, nomme un nouveau directeur qui en revient à l'ancien système : fichage par cartes...

Les jeunes du quartier ne sont pas décidés à se laisser faire. Un comité de défense est créé, regroupant jeunes travailleurs, chômeurs ou actifs, des lycéens, des étudiants... Jeudi une manifestation est appelée par les jeunes afin d'élargir le soutien : 18 h 30 à la mairie de Cenon (bas de la côte des quatre pavillons).

Corr. Bordeaux

# POLLUTION

## les aciéries de neuve-maison en procès

La société des aciéries et tréfileries de Neuve-Maison emploie actuellement environ 3 500 travailleurs ; située en banlieue de Nancy, au bord de la Moselle, elle avait provoqué à trois reprises, 15 janvier 73, 13 juillet 73 et 26 avril 74, de graves pollutions, qui avaient conduit à l'empoisonnement des poissons au Cyanure. Dans une aciérie, lors de l'arrêt des hauts-fourneaux, les parois sur lesquelles se dépose ce poison sont lavées à l'eau, il suffit que celle-ci soit rejetée directement pour provoquer une pollution importante, de plus, dans ce cas, cet empoisonnement causait de graves dangers pour l'approvisionnement en eau potable de plusieurs communes.

Cette affaire qui a traîné depuis deux ans devait être jugée samedi. Toute l'argumentation de la direction consiste à dire que 68 avait porté un coup aux finances de l'usine et que les investisse-

ments n'avaient pu être faits, que les études avaient commencé dès janvier 73 et les travaux en mai 74, comme par hasard. Mais pourquoi investit-elle maintenant dans un système de traitement en circuit fermé (environ 10 millions de F) alors que d'importantes mesures de chômage partiel sont prises ? (passage à 32 h., du chômage pour les fêtes de fin d'année) et que cette société refuse l'indemnisation à 100 % de ce chômage partiel ? Pourtant tous les bénéfices réalisés en 73 et 74, bonnes années pour la sidérurgie, n'ont pas été investis dans ce système de traitement. Le jugement, mis en délibéré jusqu'au 28 novembre, ne sera finalement rendu que le 15 décembre. Depuis deux ans que cette affaire traîne, le tribunal s'est rendu sur les lieux pour constater l'état des travaux, et la bonne volonté du patron de ne plus recommencer.

Corr. Nancy

### programme

#### LUNDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE

##### TF 1

19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LA CAMERA DU LUNDI film policier «La Chaîne» (1958)  
22 h 05 - ARCANA émission musicale  
23 h 05 - JOURNAL et fin

##### A 2

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES jeu  
21 h 45 - ALAIN DECAUX RA-CONTE : l'affaire Petiot  
23 h 00 - JOURNAL et fin

##### FR 3

18 h 55 - FLASH JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE les pionniers de France  
19 h 55 - FLASH JOURNAL  
20 h 30 - BRIGADE ANTI-GANGS (1966)  
22 h 00 - JOURNAL

#### MARDI 2 DÉCEMBRE

##### TF 1

19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - QUOI, de qui ?  
21 h 30 - CES ANNÉES-LA M. Droit (1951)  
22 h 20 - DE VIVE VOIX  
23 h 00 - JOURNAL et fin

##### A 2

19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 45 - Y'A UN TRUC  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN : «Pamela» Débat : «L'énigme du Temple»  
22 h 45 - JOURNAL et fin

##### FR 3

18 h 55 - FLASH JOURNAL  
19 h 00 - POUR LES JEUNES  
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES  
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE le front des jeunes progressistes  
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX  
20 h 30 - LE RETOUR DE SABATA western  
22 h 10 - JOURNAL et fin

### feuilleton

# LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a bientôt un an 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec les mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

Pour camoufler l'apparition ou le développement de la silicose, les médecins des Houillères utilisent abondamment les termes vagues lorsqu'ils s'adressent aux mineurs : «le médecin traitant, lorsqu'il m'a fait passer la visite, il m'a dit : «à surveiller». Lorsqu'on m'a fait passer une radio au centre médico-social de Lens, on m'a dit «indosable». Maintenant, j'ai des points dans le dos et je maigris». (Un bowetteur ravaleur de la fosse 7 d'Avion. 5ème réunion de la Commission Populaire d'Enquête 1/3/75).

«Mon père, pendant 12 ans, ils l'ont traîné avec un «minimum douteux» (!) sans être reconnu. Après ils l'ont reconnu à 40% puis 65% et après il est mort. Ceux qui le renvoyaient au charbon, ils l'assassinaient». (Un ancien mineur de Bruay-en-Artois 5ème réunion de la Commission Populaire d'Enquête 1/3/75).

Un dépistage tardif voulu par les Houillères.

Les Houillères s'en tiennent à des techniques qui ne permet-

tent dépistage tardif de la silicose. La médecine des Houillères utilise le film radiographique de 7cm x 7cm réalisé dans les conditions standards. Avec cette technique, on passe à côté des premiers stades de l'empoussiérage silicotique des poumons. Les techniques de dépistage actuellement employées dans les Houillères n'ont pas été améliorées depuis 25 ans.

LES TAUX RÉELS : JAMAIS RECONNUS SAUF...APRÈS LA MORT.

Pour être à un faible taux ou obtenir la reconnaissance de l'augmentation de ce taux, il faut passer devant le médecin expert des Houillères qui fait subir diverses épreuves ; souffler dans des ballons, pédaler... Des épreuves pénibles qui font que souvent le mineur abandonne sa demande, ce qui est exactement ce que cherchent les médecins.

«On nous dit : «soufflez à fond». Mais quand on est silicosé, on ne peut plus. Le mineur silicosé qui souffle à fond, il devient bleu. C'est inadmissible. Et souffler à fond ça fait surestimer la capacité de vos poumons. Quand vous respirez normalement, vous ne soufflez pas à fond». (Un abat-teur de la fosse 7 d'Avion).

Il arrive fréquemment qu'un mineur qui vient de prendre sa retraite, se voit attribuer d'un coup un taux de silicose bien supérieur à celui reconnu la veille de sa retraite (cas d'un mineur ayant vu son taux passer de 30% à 45% d'un coup). Tout ça parce que les indemnités versées par les Houillères sont calculées en



fonction du taux reconnu à la veille de quitter la mine..

Non contentes d'exploiter le mineur jusqu'à sa mort, les Houillères obligent encore les familles à faire charcuter le corps du mari, du père pour l'autopsie. En effet, la veuve, les enfants doivent recourir à cette autopsie pour avoir des ressources, toucher une pension, parce qu'avant sa mort, le mineur silicosé n'avait été reconnu qu'à un faible taux. Une veuve ne peut toucher que la moitié du taux, reconnu et encore à partir de 50%, sinon elle n'aura rien.

Tel mineur, mort avec 5% déclarés de silicose, est autopsié sur demande de sa veuve : l'autopsie révèle qu'il est mort parce qu'il avait 100% de silicose.

Mais même pour l'autopsie, les

Houillères «s'arrangent» : «Mon mari a été reconnu silicosé à 100%, à l'hôpital de Lille. Mon mari est rentré. Je l'ai soigné pendant deux ans. On l'a expédié 8 jours à l'hôpital de Lens. Là, quand il est mort, on m'a déclaré : «C'était un cancer du foie». J'ai été au tribunal mais comme j'avais beaucoup de chagrin, je suis partie avec mes enfants. L'autopsie n'a eu lieu que 7 mois après, on m'a redit : «cancer du foie»... Je n'ai rien touché, absolument rien». (une veuve de mineur à la 5ème réunion de la Commission Populaire d'enquête 1/3/75).

«Nous dénonçons le génocide, et le mot n'est pas trop fort, qui se passe dans les mines». (L'association de Défense des Silicosés au Tribunal Populaire du 22 mars).

(à suivre)

## FRONT ROUGE

N° 2 - NOUVELLE SÉRIE

organe central  
du PCR (ml)

est sous presse

le numéro 5 F

Passez vos  
commandes

FRONT ROUGE - BP 161  
75864 PARIS CEDEX 18  
CCP 31 291 14 La Source

Ford en Chine  
NON AUX  
ILLUSIONS DE  
LA «DÉTENTE  
USA-URSS»

suite de la page 1

USA : RECOL DEVANT L'URSS

Ces hésitations et la crise interne américaine sur la question de la «détente» viennent renforcer la position de l'URSS dans les rapports de force entre les deux grands. L'URSS développe son armement nucléaire et classique. Les chiffres sont éloquentes : en dix ans, les missiles intercontinentaux soviétiques ont été multipliés par 15 et les missiles sous-marins par 8, dépassant ainsi quantitativement les USA dans ces deux domaines.

Ford a beau déclarer vouloir «maintenir une position militaire qui ne soit inférieure à celle de nul autre», et annoncer un budget militaire de 94 milliards de dollars pour l'année fiscale 1976 (chiffre record), la vérité est que les USA voient leur puissance décliner. Les cuisantes défaites infligées par les peuples aux USA ont affaibli ces derniers, affaiblissement dont l'URSS tente de tirer profit. Ford, en poursuivant la politique de «détente» et en faisant des concessions à Moscou, espère pouvoir enrayer ce déclin. Mais l'URSS se fait d'autant plus agressive que les USA montrent des signes de faiblesse. On le voit particulièrement aujourd'hui, quand l'URSS vient de déclencher une sanglante guerre civile en Angola. En sorte que la «détente» apparaît bien pour ce qu'elle est : la préparation de la guerre. Kiao Kouan Houa affirmait devant Kissinger : «le seul moyen de traiter l'hégémonie, c'est de lui riposter du tac au tac. Se baser sur des illusions, prendre ses souhaits et ses désirs pour des réalités, et agir en conséquence, ne peut qu'encourager les ambitions expansionnistes et conduire à de graves conséquences.»

LES PEUPLES CONTRE LES USA ET L'URSS

La Chine dénonce ainsi la politique de «détente» pratiquée par Moscou et acceptée par Washington : elle vise à répandre parmi les peuples des illusions de paix alors que le danger de guerre s'aggrave. En effet, comme le déclare également Kiao Kouan Houa : «les deux superpuissances n'ont pas relâché, mais intensifié leur rivalité (...) En vue de l'hégémonie, elles se lancent, sous le couvert de «désarmement», dans une course déchainée aux armements, et chacune d'elles s'évertue à l'emporter sur l'autre.»

Aussi, la Chine n'encourage-t-elle pas, comme on le prétend à Moscou, au maintien de l'oppression américaine sur de nombreux peuples. Au contraire, Kiao Kouan Houa dit encore : «ce sont les peuples forts de milliards d'hommes qui décident du destin du monde, et non une ou deux superpuissances. En resserrant leurs rangs et en osant livrer combat, les peuples des divers pays pourront à coup sûr faire évoluer la situation mondiale à leur avantage.»

Camille Noël

PORTUGAL

la rage au coeur

De notre correspondant  
Lisbonne - Dimanche 30/11

Demain, premier décembre, c'est un jour chômé. Lisbonne, toujours en état de siège partiel, s'est vidé de ses habitants durant le week-end et dans les rues, les commandos de Jaime Neves, la garde nationale républicaine et la police ont remplacé la Police Militaire. A la télévision et à la radio, les programmes sont fréquemment interrompus par des communiqués du président de la République, du 1<sup>er</sup> ministre et de l'état-major des forces armées : «le 7<sup>er</sup> décembre est un jour de réconciliation nationale, l'esprit du 25 avril est revenu... le gouvernement gouverne, les travailleurs travaillent, l'armée veille et la révolution avance...»

D'autres communiqués laissent entrevoir la bataille qui se mène pour le pouvoir : Rosa Coutinho et le représentant de la marine au Conseil de la Révolution, ont démissionné, ils sont tous les deux plus ou moins proches du PCP. Melo Antunes comptait beaucoup sur eux pour maintenir l'équilibre en sa faveur. Le nouveau commandant en chef de l'armée est le général Ramalho Eanes qui avait été «mis sur la touche» pour participation au coup de Spínola du 11 mars. Malgré tous les discours du président de la République Costa Gomes annonçant que la répression est finie, une certaine crainte et incertitude demeure chez les travailleurs. Jaime Neves, dont les commandos de

tueurs (2 morts ces deux derniers jours) tiennent la situation militaire, commencent à poser des conditions. Hier matin, les journaux non nationalisés étaient autorisés à paraître. República «journal des travailleurs» est paru avec l'en-tête «les premières informations non-gouvernementales sur la situation politique et militaire».

«Nous avons perdu une bataille, mais pas la guerre» commentaient des travailleurs en apprenant que les 1100 parachutistes de Tancos se rendaient. «En pleurant, piétinant leur bérêt et insigne, la rage au cœur...» ces mots d'un parachutiste rencontré à Lisbonne traduisent l'état d'esprit de ces soldats qui refusent fermement la paternité d'un coup d'Etat mais qui ont été très surpris par l'absence de mobilisation populaire. On peut dire que nous n'avons pas assisté à une déroute de la classe ouvrière, qui n'a pas été directement atteinte dans son organisation. Seul, le secteur de l'armée et les commissions de soldats ont été sérieusement touchés.

pour les détenteurs actuels du pouvoir (les neuf, sociaux-démocrates) la démocratie bourgeoise ne peut se maintenir que si le parti de Cunhal joue son rôle : contrôler effectivement la classe ouvrière dans le sens de revendications économiques ne remettant pas en cause fondamentalement le pouvoir de la bourgeoisie. Dans un discours, prononcé à

Beja, les responsables du PCP ont accepté ces propositions : «Seule, l'alliance avec la social-démocratie peut empêcher l'avancée du fascisme, il ne faut pas que par des mouvements inconsidérés, les travailleurs remettent en cause les négociations engagées...»

Le PCP accrédite la thèse du coup d'Etat d'extrême-gauche. Les révisionnistes ont montré ces derniers jours que dans la région de Lisbonne, sauf dans quelques secteurs, ils étaient arrivés, en semant la confusion et la crainte, à tenir la classe ouvrière. Mais dans le sud de Lisbonne, à Setubal, la classe ouvrière est prête à se mobiliser. Les travailleurs de la Lisnave, de la Setenave et de la sidérurgie, ont tenté de convoquer une réunion des commissions de travailleurs de la grande banlieue de Lisbonne (sans résultat jusqu'à présent du fait du poids des révisionnistes dans la classe ouvrière). Dans les jours qui viennent, la lutte contre ces idées révisionnistes va être extrêmement importante, décisive pour laisser ou non à la bourgeoisie le temps de constituer une armée apte à réprimer le mouvement populaire (actuellement, seuls les commandos sont prêts à réprimer et par exemple lors de l'arrivée de leur nouveau commandant, les fusiliers-marins ont tenu une assemblée générale qui a duré 3 h) de reconstituer un appareil d'Etat destiné à maintenir l'ordre bourgeois.

Antoine JALLIEU

liban

les masses imposent le calme

Les combats se sont arrêtés. Frangié, le président de la République, a déclaré qu'il va œuvrer à la «réconciliation nationale». C'est la première initiative de Frangié depuis le début des événements en avril, dans le sens du règlement du conflit. En effet, jusqu'à ce moment, il n'avait jamais été «clair» dans ses positions. D'un côté, le fait que ce président maronite soit le féodal de Zghorta (principal centre de la réaction au Nord) et qu'un de ses fils participe directement aux combats aux côtés des Phalanges. Mais d'un autre côté, il est le chef de l'Etat, il doit en principe maintenir l'équilibre confessionnel, se montrer «neutre», donc œuvrer à mettre fin au conflit. Ce tiraillage entre les deux positions l'ont amené à ne pas prendre position du tout. Mais cette situation ne pouvait pas durer longtemps. Les masses ont manifesté pour l'arrêt des combats. Plusieurs responsables politiques ont demandé la démission de Frangié à cause de son attitude négative. Ces éléments l'ont finalement obligé à prendre position dans le sens de l'arrêt du conflit.

sahara occidental :

l'agression du roi du Maroc

Les «harkis» sahraouis : tous ont rejoint le Front de Libération



Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi à Paris le Front de Libération du Saguiaat el Hamra et Rio del Oro (F. Polisario) déclarait, le roi a mis un mois pour avouer qu'il menait une guerre honteuse contre le peuple du Sahara occidental, guerre honteuse parce que c'est une guerre de conquête au cours de laquelle l'armée marocaine est mise en échec.

RÉSISTANCE A L'AGRESSION

Depuis quatre semaines des combats très durs opposent aux combattants du Front de nombreuses unités de l'armée marocaine qui a pénétré de 20 à 40 kilomètres en territoire sahraoui pendant que se déroulait la «marche verte». Les premières unités ont été stoppées dès les premiers jours dans d'anciens postes abandonnés par l'armée espagnole, les postes de Haouza et Ijderya ; au poste de Farsia une unité de blindés a été encerclée. Le 17 novembre, un premier bataillon d'infanterie qui venait remplacer l'armée espagnole dans la ville de Smara avait été mis en déroute et un capitaine avait été arrêté. Tout le nord du pays est une zone de combat de la frontière marocaine jusqu'aux postes occupés par les troupes d'Hassan.

Grâce aux armes saisies au cours des combats, qui viennent s'ajouter aux armes récupérées sur les troupes espagnoles et dans les postes, le peuple sahraoui a pu augmenter ses groupes de combat. Dans les régions libérées le peuple est armé, organisé en milices populaires, toute l'organisation politique, sanitaire comme militaire est aujourd'hui entre les mains du peuple sahraoui.

Les accords de Madrid par lesquels trois pays, l'Espagne, la

Mauritanie et le Maroc se partagent le Sahara sont des accords infâmes. Leur application conduit à une annexion pure et simple, déclarait le F. Polisario au cours de la conférence de presse. Les appétits propres du Maroc encouragés par les Etats-Unis sont la cause première de la guerre qui se déroule au Sahara.

Les intérêts du Maroc pour les matières premières, s'étendent au-delà et créent une dangereuse menace de guerre entre l'Algérie et le Maroc. On se souvient qu'en 1963, le Maroc avait déjà tenté de s'emparer par la force de la région algérienne de Tindouf. Une telle guerre est de bout en bout contraire aux intérêts du peuple sahraoui, les intérêts en jeu ferait disparaître les siens. Elle se déroulerait entièrement sur son dos et sur son sol. Mais aussi ceux de tous les peuples de la région : on a déjà vu comment les Etats-Unis avaient manœuvré pour assurer la transmission du pouvoir de l'Espagne au Maroc. De son côté, l'URSS n'est pas en reste : sans jamais se prononcer pour le peuple sahraoui, elle tente de se présenter comme un soutien à l'Algérie dans un conflit qui pourrait l'opposer au Maroc : profiter de la tension pour imposer sa main-mise, par exemple par des fournitures d'armes, telle est la politique du social-impérialisme.

La menace principale de guerre vient du refus de reconnaître le droit à l'indépendance du Sahara quand tout le peuple lutte pour le conquérir. La seule chance de paix est que ce droit soit reconnu, que le Sahara devienne l'Etat indépendant pour lequel combat le peuple.

Grégoire CARRAT